

canadienne du blé m'a informé que présentement, on n'utilise pas beaucoup l'espace des terminus intérieurs comme celui de Moose Jaw étant donné qu'on fait tous les efforts pour sortir le grain des Prairies.

En conséquence, on utilise tout le matériel ferroviaire disponible pour transporter le grain directement des élévateurs régionaux à la tête des Lacs et aux entrepôts du littoral afin d'honorer nos contrats de vente. Les expéditions directes du grain des élévateurs régionaux jusqu'aux ports d'exportation, constituent une utilisation plus économique des wagons et des chemins de fer et le producteur épargne ainsi 6c. le boisseau, qu'il doit déboursier quand les terminus intérieurs sont utilisés comme étape.

RADIO-CANADA

LA COMMODITÉ D'ÉMISSIONS DE NOUVELLES PAR DES ENTREPRISES COMMERCIALES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, jeudi dernier, j'ai demandé au secrétaire d'État s'il lui était possible d'informer la Chambre de changements qui seraient apportés aux émissions de nouvelles de Radio-Canada et permettraient de les faire commanditer par des entreprises commerciales. L'honorable représentante a répondu qu'elle s'empresserait d'obtenir des renseignements et de les transmettre à la Chambre. J'aimerais savoir si elle peut le faire aujourd'hui.

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, j'apprends que Radio-Canada n'a pas l'intention de modifier sa ligne de conduite à cet égard. De toute évidence, l'opportunité de permettre à des entreprises commerciales de commanditer des émissions de nouvelles a fait l'objet de certaines conjectures. On s'est demandé s'il y avait lieu de vendre aux entreprises commerciales le temps qui précède ou qui suit immédiatement les émissions de nouvelles.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ADHÉSION DU ROYAUME-UNI AU MARCHÉ COMMUN ET LA PROTECTION DES INTÉRÊTS DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre du Commerce a signalé en passant, dans son [L'hon. M. Winters.]

exposé du début de la séance, que le gouvernement du Royaume-Uni voudrait adhérer au Marché commun. Il a dit s'être entretenu de la question avec le représentant britannique. Lui a-t-il rappelé la nécessité de maintenir et de protéger les intérêts agricoles du Canada dans toutes les négociations qui auront lieu avec les membres du Marché commun européen? A moins que l'entente en vue de l'admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ne renferme des modalités précises, cela pourrait avoir de graves répercussions sur l'agriculture canadienne.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Je n'y ai pas manqué, monsieur l'Orateur. Comme je l'ai signalé dans ma déclaration, le chancelier de l'Échiquier a réitéré l'assurance que les intérêts du Commonwealth seront protégés autant que possible. Il y aura, bien entendu, des consultations étroites, à mesure que les pourparlers se poursuivront. Nous espérons plus particulièrement que, lors de la réunion de la commission ministérielle mixte qui doit avoir lieu à Londres en janvier, ce sera une des questions inscrites à l'ordre du jour.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je remercie le ministre et lui demande en même temps si certains indices permettent de croire que le président de Gaulle a changé d'attitude au sujet de l'admission de la Grande-Bretagne?

L'hon. M. Winters: La chose reste à voir, monsieur l'Orateur.

LES MACHINES AGRICOLES

L'ACCÉLÉRATION DE L'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Je n'aime pas voir passer la période des questions sans qu'on l'interpelle. Voudrait-il prier instamment M. Barber, président de la Commission d'enquête sur les prix des machines agricoles, d'accélérer l'enquête, qui chemine à pas de tortue?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je puis assurer au député que je ne ressens aucun sentiment d'indignation à ne pas être interpellé durant la période des questions. Je me ferai un plaisir de signaler ses remarques à la Commission. En toute justice, ce qui importe, à mes yeux, c'est de laisser la Commission s'acquitter de sa